

Nombre de commentateurs ont expliqué que l'Occident avait commis un impair quasi fatal en n'accordant pas d'emblée une aide économique plus massive à une URSS au bord de la faillite. On a laissé entendre qu'en n'obtenant pas l'aide occidentale à la réunion de juillet des sept pays industriels (G7) à Londres, M. Gorbatchev avait sérieusement compromis son image en URSS, voire encouragé ses opposants conservateurs à envisager de prendre le pouvoir par la force, puisqu'en passant aux actes, ils ne remettraient pas en cause une importante aide étrangère.

En réalité, le coup d'État a été décidé pour des raisons internes auxquelles l'Occident ne pouvait pas grand chose. La tentative de coup d'État militaire était un dernier effort infructueux de conservateurs n'ayant plus d'autre recours pour défendre leur position désespérée. Ils ont agi poussés par une peur panique d'être balayés par la marée des événements, et par le sentiment qu'ils devaient faire quelque chose avant qu'il soit trop tard. Trois faits nouveaux ont contribué au désespoir croissant de la vieille garde du Kremlin.

D'ABORD, AU PRINTEMPS 1991, MIKHAÏL GORBATCHEV a une fois de plus changé d'orientation politique. Il a commencé à s'écarter de la voie conservatrice dans laquelle il s'était engagé à l'automne 1990 pour rechercher une collaboration active avec les forces réformatrices dirigées par Boris Eltsine. Les élections de juin ont démontré la puissance grandissante des réformateurs. Boris Eltsine a été porté à la présidence de la République de Russie avec une nette majorité des voix, des démocrates en vue ont été élus maires de Moscou et de Leningrad, et la population de cette dernière ville a décidé de lui rendre son nom d'origine, Saint-Petersbourg, préférant donc honorer Pierre le Grand, tsar depuis longtemps disparu, plutôt que le fondateur de l'État soviétique.

Ensuite, M. Gorbatchev a reconnu, tardivement, qu'il était impossible de préserver l'URSS dans sa forme passée d'État fortement centralisé dans lequel toutes les décisions importantes étaient prises par une poignée de fonctionnaires à Moscou. Réaliste face à des objectifs continuellement redéfinis, il en est arrivé, à contrecœur, à la conclusion que le seul espoir d'éviter le morcellement complet de l'Union soviétique était de négocier directement avec les dirigeants des républiques la création d'une fédération souple dans laquelle une grande part de pouvoir leur serait dévolue. Tout comme il avait fini par donner son assentiment à l'unification de l'Allemagne et à l'instauration du multipartisme en Union soviétique, même s'il avait commencé par résister farouchement à ces changements, M. Gorbatchev s'habituaient à l'idée d'une véritable fédération constituée de républiques soviétiques très autonomes.

Les analystes occidentaux avaient certes bien prévenu que le tout prochain Traité de l'Union risquait de déclencher le coup d'État auquel on



vient d'assister, mais il se peut fort que ce soit un troisième facteur qui ait joué un rôle plus critique. S'il est vrai que les putschistes étaient désespérés par ce qu'ils considéraient comme la désintégration de l'URSS en tant qu'État unifié et, donc, en tant que grande puissance mondiale, ils se sentaient nettement plus menacés par l'assaut direct que Boris Eltsine avait lancé contre les derniers bastions de l'ancien régime, à savoir : l'armée, le KGB et la bureaucratie économique, au sein desquels le Parti continuait d'exercer sa domination.

À la mi-juillet, Boris Eltsine a décrété la disparition des cellules du Parti dans tous les organes gouvernementaux se trouvant sur le territoire de la Russie. Si ce décret était entré en vigueur, il aurait porté un coup fatal au pouvoir communiste en URSS. M. Gorbatchev s'est déclaré opposé au décret de B. Eltsine, mais les conservateurs n'étaient pas disposés à le laisser veiller sur leurs intérêts. On s'attaquait à ce qui leur restait de pouvoir et à tous leurs privilèges considérables. Leur réponse a été de prendre les armes.

LES RÉFORMATEURS SONT SORTIS INFINIMENT renforcés du coup d'État avorté. La défaite ignominieuse des conservateurs constitue un tournant fondamental dans la révolution d'après 1985. M. Gorbatchev a retrouvé la présidence de l'URSS, mais «l'ère Gorbatchev» est terminée. D'autres, et en tout premier lieu Boris Eltsine, dicteront de plus en plus les choix politiques soviétiques.

Le putsch raté contribuera à accélérer les changements mêmes que ses instigateurs voulaient empêcher, soit la désintégration du parti communiste, le renforcement des républiques, la dépolitisation de l'armée et du KGB, le passage à une économie de marché, et la victoire des réformateurs aux prochaines élections nationales. En fait, si les républiques obtiennent, comme elles le réclament de plus en plus, le contrôle des troupes stationnées sur leur sol, la toute puissance de l'URSS au niveau international sera plus que jamais minée.

L'ancienne autocratie soviétique reculant et le pouvoir de la société civile grandissant, l'URSS sera beaucoup moins à même de menacer ses voisins. Le monde n'a plus à craindre la puissance soviétique. Au contraire, c'est sa faiblesse – et le risque de chaos, de guerre civile et de déferlement de centaines de milliers de réfugiés soviétiques en Occident – qui constitue le principal danger planant sur la stabilité internationale.

En définitive, ce seront les forces politiques et économiques intérieures de l'Union soviétique qui décideront de son destin. Les démocrates, déjà divisés en des dizaines de partis politiques querelleurs, devront faire taire leurs dissensions pour former une alliance effective. Les dirigeants politiques devront rassembler tout leur courage politique pour prendre les décisions pénibles, impopulaires (autoriser des hausses de prix et accepter une montée du chômage, par exemple), mais inévitables pour créer une économie de marché. MM. Eltsine et Gorbatchev devront collaborer de façon productive malgré leurs ambitions et leurs points de vue contradictoires.

L'OCCIDENT PEUT JOUER UN RÔLE CONSTRUCTIF dans tout cela, non pas en déversant des milliards de dollars, mais en aidant les éléments dynamiques de la société soviétique qui participent activement à la mise sur pied d'organismes autonomes, c'est-à-dire les nouveaux entrepreneurs, les médias indépendants, les organes gouvernementaux en mutation, et les avocats et les juges qui ne demandent qu'à faire primer le droit.

Une aide novatrice et sélective est de loin plus valable qu'une cascade de fonds non dirigés. Une assistance bien choisie sera très fructueuse, car elle contribuera à la lutte courageuse que le peuple soviétique mène pour créer une société humaine et démocratique qui puisse trouver sa place de membre honoré et pacifique au sein de la communauté des nations civilisées.

Après six années de bricolage, d'improvisation et de manœuvres tactiques, la tentative de réforme du régime communiste entreprise par M. Gorbatchev s'est épuisée d'elle-même. La vraie révolution qui vise à détruire totalement ce régime a commencé. L'Union soviétique se trouve maintenant au point où se trouvaient la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie à l'automne décisif de 1989.

Le communisme a été vaincu, mais le triomphe de la démocratie n'est en rien garanti. Ses premiers bourgeois flamboyants sont encore fragiles et vulnérables. Si la faillite de l'économie soviétique n'est pas jugulée, une «Russie de Weimar» pourrait tomber aux mains de mouvements politiques démagogiques. Les forces de l'intolérance, les violences ethniques et la xénophobie guettent juste sous la surface de la culture politique démocratique naissante. Cependant, grâce au coup d'État déjoué, les chances de réussite de la transformation politique et économique sont bien plus fortes maintenant qu'elles ne l'étaient il y a quelques mois à peine. □